COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

AFFAIRE RELATIVE AU MANDAT D'ARRÊT DU 11 AVRIL 2000

(RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO c. BELGIQUE)

ORDONNANCE DU 27 JUIN 2001

2001

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

CASE CONCERNING THE ARREST WARRANT OF 11 APRIL 2000

(DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO *v.* BELGIUM)

ORDER OF 27 JUNE 2001

Mode officiel de citation :
Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique), ordonnance du 27 juin 2001, C.I.J. Recueil 2001, p. 559

Official citation :
Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. Belgium), Order of 27 June 2001, I.C.J. Reports 2001, p. 559

ISSN 0074-4441
ISBN 92-1-070922-5

N° de vente: Sales number 823

27 JUIN 2001

ORDONNANCE

MANDAT D'ARRÊT DU 11 AVRIL 2000
(RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO c. BELGIQUE)

ARREST WARRANT OF 11 APRIL 2000
(DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO v. BELGIUM)

27 JUNE 2001

ORDER

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNÉE 2001

2001
27 juin
Rôle général
n° 121

27 juin 2001

AFFAIRE RELATIVE AU MANDAT D'ARRÊT DU 11 AVRIL 2000

(RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO c. BELGIQUE)

ORDONNANCE

Présents: M. GUILLAUME, *président*; M. SHI, *vice-président*; MM. ODA, RANJEVA, FLEISCHHAUER, KOROMA, VERESHCHETIN, M^me^ HIGGINS, MM. PARRA-ARANGUREN, KOOIJMANS, REZEK, AL-KHASAWNEH, BUERGENTHAL, *juges*; M. BULA-BULA, M^me^ VAN DEN WYNGAERT, *juges* ad hoc; M. COUVREUR, *greffier*.

La Cour internationale de Justice,

Ainsi composée,

Après délibéré en chambre du conseil,

Vu l'article 48 du Statut de la Cour et le paragraphe 3 de l'article 44 de son Règlement,

Vu la requête déposée au Greffe de la Cour le 17 octobre 2000, par laquelle la République démocratique du Congo a introduit une instance contre le Royaume de Belgique au sujet d'un différend concernant un «mandat d'arrêt international qu'un juge d'instruction belge ... a décerné le 11 avril 2000 contre le ministre des affaires étrangères en exercice de la République démocratique du Congo, M. Abdulaye Yerodia Ndombasi»,

Vu l'ordonnance du 8 décembre 2000 par laquelle la Cour s'est prononcée sur la demande en indication de mesures conservatoires présentée par la République démocratique du Congo le 17 octobre 2000, telle que

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEAR 2001

27 June 2001

2001
27 June
General List
No. 121

CASE CONCERNING THE ARREST WARRANT OF 11 APRIL 2000

(DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO *v.* BELGIUM)

ORDER

Present: *President* GUILLAUME; *Vice-President* SHI; *Judges* ODA, RANJEVA, FLEISCHHAUER, KOROMA, VERESHCHETIN, HIGGINS, PARRA-ARANGUREN, KOOIJMANS, REZEK, AL-KHASAWNEH, BUERGENTHAL; *Judges* ad hoc BULA-BULA, VAN DEN WYNGAERT; *Registrar* COUVREUR.

The International Court of Justice,

Composed as above,

After deliberation,

Having regard to Article 48 of the Statute of the Court and to Article 44, paragraph 3, of the Rules of Court,

Having regard to the Application filed in the Registry of the Court on 17 October 2000, whereby the Democratic Republic of the Congo instituted proceedings against the Kingdom of Belgium in respect of a dispute concerning an "international arrest warrant issued on 11 April 2000 by a Belgian investigating judge . . . against the Minister for Foreign Affairs in office of the Democratic Republic of the Congo, Mr. Abdulaye Yerodia Ndombasi",

Having regard to the Order of 8 December 2000 whereby the Court adjudicated upon the request for the indication of provisional measures submitted by the Democratic Republic of the Congo on 17 October 2000,

précisée lors des audiences pour tenir compte en particulier du fait que, le 20 novembre 2000, M. Yerodia Ndombasi «avait cessé d'exercer les fonctions de ministre des affaires étrangères et s'était vu confier celles de ministre de l'éducation nationale», et dans laquelle la Cour a déclaré qu'«il [était] souhaitable que les questions soumises à la Cour soient tranchées aussitôt que possible» et que, «dès lors, il conv[enait] de parvenir à une décision sur la requête du Congo dans les plus brefs délais»,

Vu l'ordonnance du 13 décembre 2000, par laquelle le président de la Cour, compte tenu de l'accord des Parties tel qu'exprimé lors d'une réunion tenue avec leurs agents le 8 décembre 2000, a fixé, respectivement, au 15 mars 2001 et au 31 mai 2001 les dates d'expiration des délais pour le dépôt d'un mémoire de la République démocratique du Congo et d'un contre-mémoire du Royaume de Belgique portant à la fois sur les questions de compétence et de recevabilité et sur le fond,

Vu les ordonnances du 14 mars 2001 et du 12 avril 2001, par lesquelles, compte tenu des raisons invoquées par la République démocratique du Congo et de l'accord des Parties, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire de la République démocratique du Congo et du contre-mémoire du Royaume de Belgique ont été reportées, respectivement, au 17 avril 2001 et au 31 juillet 2001, puis au 17 mai 2001 et au 17 septembre 2001,

Vu le mémoire déposé par la République démocratique du Congo dans le délai ainsi prorogé;

Considérant que, par lettre parvenue au Greffe le 14 juin 2001 par télécopie, l'agent de la Belgique a fait valoir que

> «[a]u paragraphe 11 de son mémoire, la République démocratique du Congo not[ait] que[, depuis] «la constitution du nouveau gouvernement congolais par le président Joseph Kabila, M. Yerodia Ndombasi n'appara[issait] plus sur la liste des membres de ce gouvernement»;

qu'il a indiqué que

> «[l]a Belgique [était] d'avis elle aussi que M. Yerodia Ndombasi n'occup[ait] plus de fonction au sein du Gouvernement de la République démocratique du Congo»;

et qu'il a observé ce qui suit:

> «Ce fait nouveau a des implications importantes pour cette affaire. Il soulève des questions de compétence et de recevabilité pour les motifs entre autres que l'affaire telle que présentée dans le mémoire du Congo s'écarte sur des points importants de l'affaire telle qu'elle a été présentée dans la requête introductive d'instance du Congo, et que l'affaire est désormais sans objet. Il donne aussi à penser que le besoin de diligence est moins pressant.

. . . . . .

as adjusted at the hearings to take account in particular of the fact that on 20 November 2000 Mr. Yerodia Ndombasi "had ceased to exercise the functions of Minister for Foreign Affairs and been charged with those of Minister of Education", and in which the Court stated that "it [was] desirable that the issues before the Court should be determined as soon as possible", and that "it [was] therefore appropriate to ensure that a decision on the Congo's Application be reached with all expedition",

Having regard to the Order of 13 December 2000 whereby the President of the Court, taking account of the agreement of the Parties as expressed at a meeting with their Agents on 8 December 2000, fixed 15 March 2001 and 31 May 2001 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by the Democratic Republic of the Congo and a Counter-Memorial by the Kingdom of Belgium addressing both issues of jurisdiction and admissibility and the merits,

Having regard to the Orders of 14 March 2001 and 12 April 2001 whereby, taking account of the reasons given by the Democratic Republic of the Congo and of the agreement of the Parties, the time-limits for the filing of the Memorial of the Democratic Republic of the Congo and of the Counter-Memorial of the Kingdom of Belgium were extended to, respectively, 17 April 2001 and 31 July 2001, and then to 17 May 2001 and 17 September 2001,

Having regard to the Memorial filed by the Democratic Republic of the Congo within the time-limit as thus extended;

Whereas, in a letter received in the Registry by facsimile on 14 June 2001, the Agent of Belgium pointed out that

> "[i]n paragraph 11 of its Memorial, the Democratic Republic of the Congo note[d] that[, since] 'the formation of the new Congolese Government by President Joseph Kabila, Mr. Yerodia Ndombasi no longer appear[ed] on the list of members of that Government'";

whereas the Agent stated that

> "Belgium . . . too consider[ed] that Mr. Yerodia Ndombasi no longer [held] any office in the Government of the Democratic Republic of the Congo";

and whereas he observed:

> "This new fact has important implications for this case. It raises questions of jurisdiction and admissibility, on the grounds *inter alia* that the case as presented in the Congo's Memorial differs on important points from the case as presented in the Congo's Application instituting proceedings, and that the case is now moot. It also suggests that the need for expedition is less pressing.

. . . . . .

> A la lumière de ce fait nouveau, la Belgique envisage de formuler des objections quant à la compétence et à la recevabilité»;

Considérant que, dans la même lettre, l'agent de la Belgique a précisé qu'«[e]n ce qui concerne la législation belge en cause dans cette procédure, la Belgique ... entrepren[ait] à l'heure actuelle la revision de la loi concernant son application»; et qu'il a formulé la demande suivante au nom de son gouvernement:

> «A la lumière de ces faits nouveaux, et afin d'éviter que les questions de fond qui font l'objet du différend entre les Parties ne soient examinées et figées inutilement avant que soit menée à bonne fin la revision en cours des textes législatifs, et que soient tranchées les questions de compétence et de recevabilité, la Belgique prie la Cour de déroger à ses ordonnances du 13 décembre 2000 et 12 avril 2001 afin de permettre qu'une phase préliminaire se déroule conformément à la procédure habituelle de la Cour. La Belgique prie dès lors la Cour de bien vouloir fixer au 28 septembre 2001 la date à laquelle la Belgique devra avoir remis ses objections quant à la compétence et à la recevabilité et fourni toute autre information pertinente aux fins de décision de la Cour dans une phase préliminaire. Conformément à la pratique habituelle aux termes de [l'article] 79 du Règlement de la Cour, l'examen quant au fond serait alors suspendu jusqu'à la fin de la phase préliminaire»;

Considérant que, par lettre en date du 14 juin 2001, le greffier a transmis copie de la communication belge à l'agent de la République démocratique du Congo, en priant celui-ci de faire tenir à la Cour, pour le 22 juin 2001 au plus tard, toutes observations que son gouvernement voudrait faire au sujet de cette communication;

Considérant que, par lettre datée du 22 juin 2001 et parvenue au Greffe le même jour, l'agent de la République démocratique du Congo a fait valoir que

> «[a]ucun des éléments avancés par l'agent de la Belgique dans sa lettre ne para[issait] ... justifier qu'il soit dérogé à l'ordonnance du 13 décembre 2000»;

qu'il a précisé notamment ce qui suit:

> «La Cour, par son ordonnance du 8 décembre 2000, a déjà eu l'occasion d'écarter l'argument belge selon lequel le changement de fonctions ministérielles de M. Yerodia aurait rendu la demande de la République démocratique du Congo sans objet. Le fait que M. Yerodia n'exerce actuellement plus aucune charge ministérielle n'est pas plus de nature à priver la demande de la République démocratique du Congo de son objet, celle-ci portant sur la réparation d'un fait illicite passé. La Belgique fait en outre grief à la République démocratique du Congo de s'être écartée de sa requête introductive dans son mémoire, au point que «l'affaire telle qu'elle est

In light of this new fact, Belgium envisages formulating objections to jurisdiction and admissibility";

Whereas in that same letter the Agent of Belgium stated that "[a]s regards the Belgian legislation at issue in this case, Belgium . . . [was] currently undertaking a review of the Law in terms of its implementation"; and whereas he made the following request on behalf of his Government:

> "In light of these new facts, and in order to prevent the issues on the merits of the dispute between the Parties being considered and unhelpfully frozen before the ongoing review of legislation has been completed and the issues of jurisdiction and admissibility settled, Belgium requests the Court to derogate from its Orders of 13 December 2000 and 12 April 2001 in order to permit the conduct of a preliminary phase in accordance with the Court's usual procedure. Belgium accordingly kindly requests the Court to fix 28 September 2001 as the time-limit within which it shall submit its objections to jurisdiction and admissibility and provide all other relevant information for purposes of a decision by the Court in a preliminary phase. In accordance with usual practice under Article 79 of the Rules of Court, consideration of the merits would then be suspended until the end of the preliminary phase";

Whereas, by a letter of 14 June 2001, the Registrar transmitted a copy of the Belgian communication to the Agent of the Democratic Republic of the Congo, requesting him to inform the Court by 22 June 2001 at latest of any comments which his Government might wish to make on that communication;

Whereas, by a letter dated 22 June 2001 and received in the Registry that same day, the Agent of the Democratic Republic of the Congo contended that

> "[n]one of the elements put forward by the Agent of Belgium in his letter appear[ed] to justify a derogation from the Order of 13 December 2000";

whereas, in particular, he stated the following:

> "In its Order of 8 December 2000, the Court has already had occasion to dismiss Belgium's argument that the change in Mr. Yerodia's ministerial responsibilities rendered the Application of the Democratic Republic of the Congo without object. Nor can the fact that Mr. Yerodia currently has no ministerial responsibility deprive the Application of the Democratic Republic of the Congo of its object, since the Application concerns redress for a previous unlawful act. Belgium further reproaches the Democratic Republic of the Congo with having departed in its Memorial from the terms of the Application instituting proceedings, to the point that 'the case as

présentée dans le mémoire de la République démocratique du Congo diffère de celle présentée dans la requête introductive d'instance». L'affirmation, ou plutôt la conséquence qui en est tirée, est évidemment erronée.

En toute hypothèse, rien n'interdit à la Belgique de formuler ce grief dans le cadre du contre-mémoire unique qu'elle doit encore déposer, puisqu'il doit porter à la fois sur les questions de compétence, de recevabilité et de fond. On ne saurait pas plus suivre l'agent de la Belgique lorsqu'il estime que l'absence de fonctions ministérielles exercées par M. Yerodia rendrait moins urgent le règlement de ce contentieux. Il paraît en effet tout à fait souhaitable de vider celui-ci sur le fond le plus rapidement possible, non seulement pour permettre aux Parties de poursuivre dans la sérénité leurs relations mutuelles, mais encore parce qu'il porte sur une question de principe qui est d'intérêt pour la communauté internationale dans son ensemble»;

et qu'il a observé, en ce qui concerne la législation belge, que

«[q]uel que soit le contenu de la modification législative sur laquelle on est d'autant moins informé qu'à l'heure actuelle le Gouvernement belge n'a déposé aucun projet de loi à cette fin, pareille modification n'est pas de nature à priver le différend de son objet, puisque la demande de la République démocratique du Congo est relative à la réparation d'un fait illicite passé qu'aucune réforme législative ne peut effacer»;

Considérant que, dans la même lettre, l'agent de la République démocratique du Congo conclut de la manière suivante au nom de son Gouvernement:

«j'ai l'honneur de vous informer que la République démocratique du Congo n'accepte pas les propositions de la Belgique ... et souhaite qu'il ne soit, en aucun cas, déroge à la procédure telle que fixée par la Cour, conformément aux ordonnances du 8 décembre 2000 et du 13 décembre 2000.

Néanmoins, à titre de réciprocité, mon Gouvernement ne trouve pas d'inconvénient à ce que la Cour accorde à la Belgique un délai jusqu'au 28 septembre 2001 pour uniquement le dépôt de son contre-mémoire, pour autant que celui-ci aborde toutes les questions de compétence, de recevabilité et de fond»;

Considérant que la République démocratique du Congo exprime ainsi son opposition à ce que la procédure qui a fait l'objet de l'accord consigné dans l'ordonnance du président de la Cour en date du 13 décembre 2000 soit modifiée; que la Cour ne voit elle-même aucun motif impérieux de s'écarter de la procédure convenue; et qu'elle estime en conséquence ne pas devoir accéder à la demande de la Belgique;

Considérant qu'en revanche la République démocratique du Congo ne s'oppose pas à ce que la date d'expiration du délai fixé pour le dépôt du

presented in the Congo's Memorial differs from that presented in the Application instituting proceedings'. That affirmation, or rather the conclusion drawn therefrom, is clearly erroneous.

In any event, there is nothing to prevent Belgium from raising this point in the single Counter-Memorial which it has still to file, since said Counter-Memorial must cover questions of both jurisdiction and admissibility and the merits. Nor is it possible to accept the Agent of Belgium's contention that Mr. Yerodia's absence from ministerial office makes settlement of this dispute less urgent. In fact, it would appear most desirable to settle the merits of the case as quickly as possible, not only in order to allow the Parties to pursue mutual relations in an atmosphere of calm, but also because it deals with a question of principle which interests the international community at large";

whereas the Agent observed, as regards the Belgian legislation, that

"[w]hatever the content of that review, as to which we have no information, since the Belgian Government has not yet tabled any draft law to that end, it cannot deprive the dispute of its object, since the Application of the Democratic Republic of the Congo concerns redress for a previous unlawful act, which no legislative reform can make good";

Whereas, in the same letter, the Agent of the Democratic Republic of the Congo concludes as follows on behalf of his Government:

"I have the honour to inform you that the Democratic Republic of the Congo does not accept Belgium's proposals . . . and in no case wishes to see a derogation from the procedure as laid down by the Court in its Orders of 8 December 2000 and 13 December 2000.

Nevertheless, in a spirit of reciprocity, my Government has no objection to the Court according Belgium a time-limit of 28 September 2001 for the submission of its Counter-Memorial alone, on condition that the latter addresses all questions relating to jurisdiction, to admissibility and to the merits";

Whereas the Democratic Republic of the Congo thus expresses its opposition to any variation in the procedure as agreed and embodied in the Order of the President of the Court dated 13 December 2000; whereas the Court itself sees no compelling reason for departing from the agreed procedure; and whereas it accordingly considers that it should not accede to Belgium's request;

Whereas, however, the Democratic Republic of the Congo does not object to the time-limit for the filing of Belgium's Counter-Memorial

contre-mémoire de la Belgique soit reportée au 28 septembre 2001, pour autant que cette pièce traite à la fois des questions éventuelles de compétence et de recevabilité ainsi que du fond; et que la Cour n'y voit pas elle-même d'inconvénient;

Compte tenu des vues des Parties,

1) *Rejette* la demande du Royaume de Belgique tendant à autoriser la présentation par celui-ci, en dérogation des ordonnances du président de la Cour en date des 13 décembre 2000 et 12 avril 2001, d'exceptions préliminaires entraînant la suspension de la procédure sur le fond;

2) *Reporte* au 28 septembre 2001 la date d'expiration du délai prescrit dans l'ordonnance du 12 avril 2001 pour le dépôt par le Royaume de Belgique d'un contre-mémoire portant à la fois sur les questions de compétence et de recevabilité et sur le fond;

Réserve la suite de la procédure.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le vingt-sept juin deux mille un, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de la République démocratique du Congo et au Gouvernement du Royaume de Belgique.

Le président,
(*Signé*) Gilbert GUILLAUME.

Le greffier,
(*Signé*) Philippe COUVREUR.

being extended to 28 September 2001, provided that pleading addresses both any questions of jurisdiction and admissibility as well as the merits; and whereas the Court itself sees no objection to this;

Taking account of the views of the Parties,

(1) *Rejects* the request by the Kingdom of Belgium for authorization, in derogation from the Orders of the President of the Court dated 13 December 2000 and 12 April 2001, to submit preliminary objections involving suspension of the proceedings on the merits;

(2) *Extends* to 28 September 2001 the time-limit prescribed in the Order of 12 April 2001 for the filing by the Kingdom of Belgium of a Counter-Memorial addressing both questions of jurisdiction and admissibility and the merits; and

Reserves the subsequent procedure for further decision.

Done in French and in English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this twenty-seventh day of June, two thousand and one, in three copies, one of which will be placed in the archives of the Court and the others transmitted to the Government of the Democratic Republic of the Congo and the Government of the Kingdom of Belgium, respectively.

(*Signed*) Gilbert GUILLAUME,
President.

(*Signed*) Philippe COUVREUR,
Registrar.

PRINTED IN THE NETHERLANDS

ISSN 0074-4441
ISBN 92-1-070922-5